

Prise de parole des membres de l'Association des étudiants.es de maîtrise et de doctorat en histoire de l'Université de Sherbrooke sur le débat actuel entourant la hausse des droits de scolarité

**Association des étudiants.es de maîtrise et de doctorat en histoire de l'Université de
Sherbrooke (AEMDHUS)**

Au moment d'écrire ces lignes, le Québec se trouve dans un état de grande effervescence : une pétition contre la hausse des droits de scolarité cumule plus de 42 000 signatures et est toujours active sur le site de l'Assemblée nationale du Québec; une manifestation historique regroupant, selon les organisateurs, près de 200 000 marcheurs s'est déroulée pacifiquement à Montréal le 22 mars dernier; des manifestations étudiantes et familiales rassemblant plusieurs milliers de personnes continuent d'avoir lieu dans différentes régions de la province; des appuis provenant de divers milieux s'affichent de plus en plus chaque jour; de multiples regroupements se forment par l'entremise de réseaux sociaux et des lettres/manifestes/éditoriaux sont publiés en grand nombre pour défendre le droit à l'éducation et l'accessibilité aux études postsecondaires. Cette situation illustre bien que le débat actuel dépasse le simple milieu étudiant et qu'il représente plutôt un enjeu concernant l'ensemble de la population. C'est dans cet esprit d'engagement que l'Association générale des étudiants de maîtrise et de doctorat en histoire de l'Université de Sherbrooke souhaite exprimer son point de vue et prendre position.

Il est important de rappeler que l'un des principaux rôles du système d'éducation est de former des citoyens actifs et de conscientiser les étudiants aux réalités du monde dans lequel ils évoluent. Or, maintenant que près de 200 000 étudiants se retrouvent en situation de grève et que plusieurs milliers d'entre eux se sont engagés à prendre parole et à faire valoir leur point par divers procédés, ne pouvons-nous pas y voir là une certaine preuve de réussite? Une jeunesse politisée, socialement engagée, consciente de sa réalité et soucieuse des générations à venir, qui souhaite un débat d'idées et qui est parvenue à insuffler ce désir de réflexion au reste de la population : voilà ce qui, selon nous, devrait représenter un objet de fierté.

Peu importe les positions défendues, force est d'admettre qu'un débat de société est en cours. Bien au-delà des discours démagogiques et polémistes, nous avons la conviction qu'un argumentaire s'est récemment construit en défiance du confort de l'indifférence et de l'engourdissement collectif, et nous croyons fermement qu'une part de l'action étudiante a favorisé ce brassage d'idées et ce débat d'opinions. Ce que nous souhaitons, c'est avant tout une réflexion collective et un dialogue constructif portés sur l'un de nos biens communs les plus précieux, à savoir l'éducation et son accessibilité.

Nous sommes étudiants aux deuxième et troisième cycles en histoire de l'Université de Sherbrooke. Peu d'entre nous seront directement touchés par les mesures prises par le gouvernement actuel. C'est donc par esprit de solidarité et de soutien aux cohortes futures que nous prenons position activement dans le débat de société qui a cours. L'histoire est un outil de contextualisation de l'actualité, un moyen d'étudier et de comprendre les processus qui ont conduit au présent. Nous vous invitons ainsi à relire notre histoire commune et à prendre conscience de l'importance, en tant que stimulant culturel, social et économique, du rôle qu'a joué au fil des dernières décennies l'éducation dans le développement de notre province.

Nous sommes les légataires d'un héritage pensé et construit sur plusieurs générations. L'accessibilité aux études supérieures représente un bénéfice directement lié à la santé et à la vitalité de notre société. Nous refusons de laisser aller cet acquis sans nous positionner pour sa défense. Nous refusons en outre de voir l'éducation devenir une marchandise et le savoir s'exposer à une entrave de nature financière. Nous croyons enfin qu'il demeure du rôle de l'État d'assurer le principe de l'égalité des chances et nous souhaitons ainsi affirmer de pleine voix notre opposition aux décisions prises par le gouvernement actuel en matière d'éducation.